

Nous, organisations et réseaux du mouvement Service Volontaire International, engagé-e-s dans la promotion de la Paix, de la compréhension mutuelle et des droits de l'Humain, lançons un appel urgent aux institutions nationales et internationales pour changer la direction prise par les politiques migration actuelles, qui causent la souffrance et la mort de milliers et milliers de personnes. Arrêtez les massacres !

Le 19 avril, plus de 800 migrants sont morts dans le canal de Sicile alors qu'ils essayaient d'atteindre les côtes européennes. C'est le massacre le plus important parmi les nombreux qui ont lieu en mer méditerranée, témoignage de l'échec des politiques de migration mises en place, tant au niveau national qu'international. Des années de fermeture des frontières, de surveillance de la mer, d'arrestations illégitimes et arbitraires, de violations des droits de l' Humain n'ont absolument eu aucun effet pour arrêter l'arrivée des migrants en Europe, malgré la présence de ce sujet au coeur du débat public tant au niveau politique, que législatif, et même financier. En réalité, l'outil le plus efficace pour combattre l'immigration « irrégulière » est de faciliter l'entrée légale des migrants ; des individus ayant besoin de protection internationale.

Il n'y a pas de loi qui puisse stopper l'élan de ceux qui risquent leur vie dans leur propre pays et qui fuient des zones de guerre et la persécution.

Les six priorités pour changer les axes des politiques de migration: le droit d'arriver/entrée (un doute) et de demander l'asile.

La « forteresse » européenne met en danger les vies de milliers de personnes chaque année.

Il est essentiel de :

- Faciliter l'entrée « légale » dans l'Union Européenne pour rechercher un travail et travailler
- Ouvrir immédiatement les couloirs humanitaires qui permettent aux réfugiés d'entrer dans l'Union Européenne sans risquer leur vie ;
- Lancer une opération Européenne avec pour unique objectif la sécurité des vies humaines à travers des opérations de recherche et de sauvetage en mer ;
- Suspender la régulation Dublin III et abolir l'obligation de demander l'asile dans le premier pays d'arrivée ;
- Suspender les accords existants avec les pays qui n'offrent pas de garantie réelle et suffisante en matière de droits Humains
- Préparer un programme d'accueil coordonné au niveau européen pour les demandeurs d'asile , leur fournissant les ressources nécessaires

La rédaction de nouveaux accords avec des pays tiers devrait n'être possible que sous conditions : la garantie des droits de demande d'asile, de l'interdiction des expulsions collectives et de l'engagement au principe de non refoulement. Nos associations, actives dans le domaine du volontariat international, reconnaissent les droits Humains pour tous et rejettent toute forme d'intolérance et de discrimination : nous n'acceptons pas que des politiques nationales et internationales soient à l'origine de la mort de milliers de personnes en quête d'un avenir meilleur.

Pour cette raison nous lançons cet appel à la communauté internationale et aux institutions Européennes, pour que des mesures soient prises le plus rapidement possible pour changer les axes des politiques :